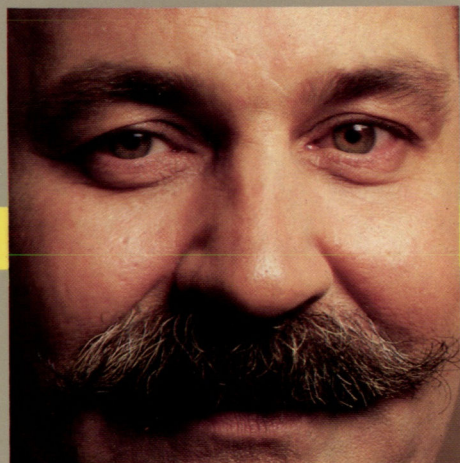


Une Vie de Félix

BERNARD DELEPLACE



au Vif du Sujet

GALLIMARD

S 4/87

© *Éditions Gallimard, 1987.*

*A Mathieu
et Catherine*

Avant de sortir, j'avais porté ma tenue pendant une heure. Face à la glace, j'avais tout ajusté, le képi, le nœud de cravate, les chaussures bien cirées, le pli du pantalon tombant raide. Puis j'ai quitté la loge de concierge que nous habitons, rue de Surène, à Paris. Destination : Courbevoie, commissariat de police, ma première affectation.

Dehors, à pied, dans le métro, c'était une autre affaire. Pas facile de s'habituer au revolver qui brinquebale d'un côté, au bâton qui balance de l'autre, à tout cet équipement qui m'encombrait les poches, sifflet et agenda, sans compter le cabriolet, cette menotte du pauvre, un fil de fer torsadé entre deux bouts de bois, symbole de ma toute nouvelle autorité. En provincial inquiet, j'avais, par précaution, repéré la route, la veille, en civil, calculant le temps et ne laissant rien au hasard. Raide et fier, propre et digne, me voici à bon port : « Présente-toi au chef de poste. » Devant le brigadier, je m'exécute, dans les normes, talons qui claquent : « Matricule 20 615, gardien stagiaire Deleplace. »

Le 1^{er} mars 1965, je devenais ainsi un « flic ». J'avais vingt-deux ans, j'en ai aujourd'hui quarante-quatre. Plus de vingt ans ont passé. Quand je repense à ce

premier jour, trois images me reviennent. Le décor d'abord, triste et sale, peu accueillant, le gris délavé des murs, les tas de papiers, de livres cornés et de dossiers avachis, le cadre jauni entourant la liste des morts en service, le tout baignant dans une odeur aigre, de renfermé, qui me rappelait la caserne. Ce commissariat était une antiquité, tout y était vieux et abîmé, de la marche de l'entrée, complètement érodée par les pas, rabotée par des semelles anonymes, au bat-flanc usé qui servait de guichet au chef.

Le premier contact avec le commissaire, le « patron », ensuite. Pas un mauvais bougre au demeurant mais, ça, je ne l'ai su qu'après : à sa porte, il avait installé des feux, de vrais feux électriques. On se serait cru sur un carrefour : vert, tu rentres, orange, t'attends, rouge, t'as plus qu'à repasser. A l'intérieur, changement de décor, beau bureau, tapis, bibliothèque, un petit salon confortable, le luxe comparé au reste du commissariat. Garde à vous, salut, képi sous le bras, matricule, brigade... « Bon, j'espère que vous donnerez satisfaction. Vous pouvez disposer ! » Et on en est resté là.

Mon troisième souvenir, c'est le commentaire sentencieux des collègues plus âgés, les « anciens » : « Tu sais, p'tit, tout ce que t'as appris en stage, à l'école, c'est de la merde ; ici, on va te l'apprendre ton métier ! » Il y avait un peu de bizutage, rien de méchant : juin ou septembre pour les congés payés, les jours de milieu de semaine pour les repos hebdomadaires, nous, les jeunes, on n'avait pas le choix. On nous avait aussi rappelé que payer un « petit rhum » aux anciens, c'est de tradition.

Des locaux vétustes et crasseux, un commissaire distant, froid, imbu de son autorité, des collègues

décriant la formation, paternalistes avec les « bleus ». Pas très rassurante, cette entrée en matière. J'aurais pu faire demi-tour. Non, je suis resté, et je ne le regrette pas. Je suis devenu gardien de la paix et j'en suis toujours fier.

Pourquoi ? Parce que la police n'est pas ce que l'on croit. Parce qu'elle ne veut pas forcément dire magouilles, bavures, secret, suspicion, brutalité, force, répression, contrainte, extrémisme, manipulations politiques, défense du plus fort et du plus riche. Parce qu'il est aussi des policiers républicains, dont le métier rime avec démocratie, humanisme, droits de l'homme, ouverture, transparence, prévention, souci des autres, respect de l'intérêt général. C'est sans doute un combat, un pari permanent, une lutte continuelle : un métier qui vous donne le droit d'arrêter, d'enfermer, de contraindre vos concitoyens n'est évidemment pas un métier comme les autres ! Mais c'est la seule façon d'honorer l'homme sous l'uniforme.

C'est ma religion. Pour l'exposer, j'aurais pu faire un prêche. Ajouter à une longue liste de livres sur le sujet, les doctes réflexions d'un responsable syndicaliste policier sur le thème : de la police et de la meilleure façon de l'aimer, de la défendre et de la réformer. Je ne suis pas certain que cela n'aurait pas eu un air de déjà vu. Et puis, surtout, le malentendu serait resté entier : la police, on en cause, mais on ne la connaît pas. Les hommes politiques nous courtisent, mais de loin, sans aller y voir. Flics, nous sommes utiles mais peu fréquentables. Loués ou critiqués, nous restons un mal nécessaire. La police est une machine un peu repoussante dont l'on ne regarde que les résultats, sans plonger les mains dedans de peur de se salir. Un sujet de campagne électorale, pas une réalité sociale. Un

thème pour scénaristes inventifs, traité sur un mode haletant et invraisemblable, pas une réalité quotidienne, ordinaire et banale.

Aussi ai-je préféré raconter la police, « ma » police. Celle dont on parle le moins, qui ne fournit pas des héros de cinéma, ou alors sur le mode ridicule, celle de la base, celle des soutiers de la sécurité. Je n'ai certes pas l'âge de raconter ma vie mais, parce qu'elle ressemble à celle de tant d'autres collègues, elle peut illustrer ce que j'ai à dire. A moins que ce ne soit, tout simplement, une déformation professionnelle : une fiche de police, ça commence toujours par la filiation...

Une vie de flic, c'est d'abord une vie d'ouvrier, d'ancien ouvrier souvent, de fils d'ouvrier presque toujours, d'enfant de paysan plus rarement, bref une origine populaire avec les racines, les traditions, les espoirs et les désillusions que cela suppose. C'est ensuite une vie de fonctionnaire, avec ses contraintes et ses avantages, ses pesanteurs et ses contradictions, ses archaïsmes et ses principes. C'est surtout une vie d'homme — et maintenant aussi de femme — qui ne peut s'enfermer dans un carcan idéologique, se ramener à l'image qu'en donnent les responsables politiques du moment, se programmer sur un modèle uniforme.

Ce que je suis aujourd'hui, je le suis devenu sous l'uniforme, justement. Rien n'était joué d'avance. Gardien de la paix, confronté à un métier multiforme au point d'être introuvable, sans cesse changeant, parfois dangereux, souvent impossible, j'ai buté, pesté, contesté, appris, réfléchi, compris au contact de mes collègues et de la population. Et ce n'est pas fini : une vie simple, sans questions dérangeantes, où les réponses sont toujours évidentes, c'est la mort, l'ennui,

la morosité. Comment un policier pourrait-il se satisfaire de certitudes à bas prix alors que son métier le force en permanence à s'interroger, le confronte à tout ce qui ne va pas dans la société, l'oblige à côtoyer la misère et la haine, la détresse et la violence, lui enjoint de servir la justice en affrontant l'injustice quotidienne ? Et si les policiers existent pour défendre nos libertés, pourquoi n'auraient-ils pas aussi les leurs, celles de réfléchir, de contester, de proposer, bref la liberté de penser ?

Enfant, j'avais un grand-oncle qui était le marginal du pays. Il vivait solitaire au bord d'un canal, avec des chèvres, isolé, retiré hors du village, un peu anarchiste et, justement, libre penseur. Il était défendu de lui rendre visite : fréquenter un original pareil, cela ne se faisait pas. Trop curieux, j'ai passé outre l'interdit des parents. J'allais le voir clandestinement. Cela faisait un bout de chemin, cinq kilomètres à pied, mais c'était mon secret, jalousement gardé.

Lors de ma première visite : « Bonjour mon oncle, je suis le fils de Rose, le petit-fils d'Hector. » Il m'a longuement regardé, immobile et impressionnant avec sa très grande barbe, au milieu des chèvres et des poules qui passaient partout. Surpris, il a simplement dit « ah ! » et, pour fêter cette visite inattendue, m'a fait cadeau d'un petit chevreau. Ensuite il m'a beaucoup parlé de la tolérance, de l'indépendance. Il me disait qu'il fallait être soi-même, toujours chercher à apprendre, s'efforcer de décortiquer le savoir appris, aller au-delà de ce qui est récité et dicté, cultiver l'esprit critique. Après sa mort, j'allai de temps en temps le voir au cimetière. Sur sa tombe, pas de croix, deux mots : « Libre pensée » et deux mains entrecroisées, ces deux mains de l'entraide que j'ai retrouvées

plus tard, sur le timbre de mon syndicat, la Fédération autonome des syndicats de police.

Auprès de lui, j'ai eu la réponse que je cherchais. A la maison, on brocardait ma curiosité maladive. Au village, mes questions incessantes ennuyaient souvent. Un jour, l'oncle barbu, le reclus du canal, m'a simplement dit : « La curiosité, petit, c'est ton intelligence... »

CHAPITRE I

*Les chiens
ne font pas de chats*

Au village, le menuisier faisait l'accoucheur. Pas de sage-femme, d'hôpital encore moins. Menuisier, charpentier, plombier, il était un peu l'homme à tout faire. Jusqu'au croque-mort. La vie, la mort, il fallait toujours en passer par lui. En 1943, c'est donc lui qui assista ma mère, à la maison, pour ma naissance. J'étais le troisième, six suivront, tous les deux ans. Ma mère était forte, robuste, comme souvent les femmes du Nord. On avait à peine le temps de se poser des questions qu'un jour mon père arrivait : « Ça y est, tu as une petite sœur, ou un petit frère ! » Plus que les naissances, c'est la mort de deux petits jumeaux, Marc et Richard, à quelques semaines, qui m'a marqué. Je les vois encore dans leurs petites boîtes. Tout se passait à la maison...

Je suis né à Hinges, Pas-de-Calais, un millier d'habitants à l'époque, un village agricole à sept kilomètres de Béthune, le chef-lieu de canton. L'habitation familiale, une maison de location, était un vieux corps de ferme. Nous vivions dessus : élevage de lapins, poules, canards, jardin potager, pommes de terre, haricots... elle permettait de nourrir la famille et d'économiser ce qui restait du salaire du père pour habiller les enfants.

Mon enfance s'est ainsi passée dans un entre-deux :

entre la terre et la mine, entre la campagne et l'usine. Dans ce village agricole, les fils de paysans, comme mon père, qui ne pouvaient se partager les lopins des parents ou des grands-parents, devenaient progressivement ouvriers. Et leur seul débouché, c'était la mine, avec toutes les industries dérivées du charbon. Un pied dans la terre, un pied à la mine... L'organisation sociale autour des puits avait intégré cette double identité. Dans les corons, où s'alignent comme dans une décalcomanie les maisons toutes semblables des agents des mines, elle la ménageait et la renforçait. Chacune avait son jardin où le mineur, sorti du fond, pouvait retrouver la terre... et ses origines. J'ai grandi dans cet entre-deux, cette ambiguïté puisque notre génération allait être celle qui quitterait définitivement la campagne pour la ville. Mouvement associatif laïc, les Jardins ouvriers de France étaient actifs : entre mineurs, c'était à qui l'emporterait avec la plus belle laitue, le légume le plus épanoui, et, enfants, nous leur servions de colporteurs au moment des graines.

La mine, la terre... Mon grand-père maternel était déjà mineur : il est mort, à trente-cinq ans, de la silicose. Jamais ma grand-mère n'aurait osé se remarier. Veuve de mineur, elle l'est restée jusqu'à sa mort, toujours vêtue de noir. Mon grand-père paternel, lui, avait réussi à s'accrocher à la terre. A force de travail, en commençant comme ouvrier meunier, porteur de farine, il avait réussi à acheter sa ferme, bout de terrain par bout de terrain, outil par outil, bête par bête. C'était une ferme « à un cheval ». Au pays, c'est ainsi qu'on comptait l'importance d'une exploitation, au nombre de chevaux qu'elle réclamait pour travailler la terre. « A un cheval », ça ne dépassait pas six à huit hectares.

Ce grand-père paysan était un grand costaud, avec une grosse moustache blanche, imposant, plein d'autorité, pas sévère mais pas causant. Tout le récit de sa vie, c'était qu'il fallait la force physique pour s'en sortir. Ouvrier meunier, il était capable de porter deux à trois balles de farine à la fois, plus de cent kilos sur les épaules, et de les monter sur l'échelle jusqu'aux greniers des boulangers. C'est resté gravé dans ma mémoire : dans sa jeunesse, la force physique était payée, la machine n'était pas passée par là. Grâce à la sienne, simple porteur de farine, il avait pu devenir propriétaire terrien, tout petit mais propriétaire quand même.

Un peu braconnier, il m'emmenait à la chasse. J'apprenais à tendre des pièges aux lièvres, à placer par terre, dans les champs, des hameçons avec un appât pour attraper des perdrix, il m'expliquait l'histoire de chaque nid d'oiseau, comment il était constitué, quand il avait été fabriqué. C'était, à sa façon, un aristocrate paysan : il mettait un point d'honneur à ce que ses champs soient les mieux tenus, les plus propres. Puis, sur la fin de sa vie, il s'est brusquement retiré de la ferme. Il a tout vendu, coupé avec la terre pour aller s'installer en ville, à Béthune. Comme s'il avait compris qu'une époque était terminée.

Parmi les distractions des adultes, je me souviens surtout de la patience des coulonneux et des combats des gallodromes. Certains mineurs — les coulonneux — passaient leurs dimanches à entraîner des pigeons voyageurs. C'était une tradition militaire ancienne qu'encourageait le patronat des mines : autant de temps passé en moins dans les cafés ! L'enjeu était d'avoir le pigeon le plus rapide. On les baguait et, avec un composteur, à l'aller et au retour, on marquait les

heures d'arrivée et de départ. Je voyais les mineurs siffler sans fin dans leurs jardins pour faire revenir leurs volatiles, avec des astuces comme le « veuvage » : la femelle était enfermée dans le pigeonier et le mâle rentrait dare-dare. Un peu comme on a fait rentrer Yves Chaliar du Brésil en emprisonnant son amie... Quant au gallodrome, c'était le ring des combats de coqs, les coqs « battillards » disait-on dans le pays. Les propriétaires, les « coqueleux », posaient sur les ergots des lames en acier, droguaient les bêtes au café ou à l'alcool, et en avant pour la bagarre. Coulonneux, coqueleux, le monde des adultes...

Aussi loin que je me souviens, mon enfance me semble avoir été une vie sans temps mort, parsemée d'obligations, résumée en un seul mot : les corvées. Dès le matin, tôt levés, frères et sœurs, nous filions, à quelques centaines de mètres de l'habitation, remplir de grands récipients à une pompe à eau. Si le puits était asséché, nous allions jusqu'à la borne-fontaine du village. Car, à la maison, il n'y avait pas l'eau courante. Pour économiser les réserves, on se lavait deux fois par semaine, dans une grande bassine en aluminium, avec de l'eau chauffée sur le feu. Quant à l'électricité, il n'y en avait que dans la salle de séjour et la cuisine...

Le père distribuait les travaux entre nous. Les garçons étaient tenus d'alimenter le bétail, d'amener l'herbe aux lapins, de glaner par terre dans les champs des épis de blés pour la volaille, de casser le bois pour allumer le feu du matin, de ramener le charbon de l'étable pour que la mère n'ait pas trop à se déplacer.. Le midi, sur le chemin de retour de l'école, je devais faire les courses. Mon frère aidait à mettre la table. Le repas terminé, il faisait la vaisselle avec ma sœur aînée. Moi, je lavais le sol. Le jeudi, jour de repos

scolaire, nous avions un « ordre du jour » — le père l'appelait comme ça. Pas de temps libre pour aller jouer au football avec les copains. Ma spécialité, à sept-huit ans, c'était d'aller aider mon arrière-grand-mère maternelle qui habitait à quelques kilomètres. Je devais lui tenir compagnie, casser son bois, retourner la terre de son jardin, remonter de l'eau du puits.

Le dimanche, après avoir assisté à la messe — pas question de se défiler —, et le repas avalé, mon père lançait : « Tenue de bal ! » Cela voulait dire tenue de travail. En route pour le jardin. Sarcler, biner, planter, enlever les orties, démarier les carottes... Ah ! ces démariages qui n'en finissaient pas : les semis étant trop serrés, il faut en enlever et ne laisser qu'une carotte tous les trois ou quatre doigts. Le père ne voulait pas voir ses enfants traîner. Après l'école, il fallait rentrer directement, ne pas s'attarder dans les rues. Il m'arrivait, parfois, de me faire donner le programme du père pour essayer de voler une demi-heure avec les copains. Bien souvent mes renseignements étaient mauvais : en rentrant, je le croisais, sur sa bicyclette. Un regard suffisait, et je courais plus vite que le vélo...

Je n'ai jamais vu mes parents parler de vacances, ils ne savaient pas ce que c'était, ils n'ont jamais su. Les congés payés des mines, c'était l'occasion de faire travailler toute l'équipe. Le père louait les services de la famille pour ramasser des pommes de terre, arracher des haricots... Un travail payé « à la mesure ». La mesure, c'était l'unité de calcul des champs, qui variait d'un village à l'autre, ici 2,4 ares, là 2,1, ailleurs 2,8. Malin, le père allait chercher des terres à plusieurs kilomètres de la maison pour trouver la plus petite mesure. L'organisation de ces expéditions était d'une



Une Vie de Flic

Les policiers, on les juge, on les flatte ou on les critique, mais on ne les connaît pas et on ne les aime guère. Comme s'ils étaient utiles mais peu fréquentables. Gardien de la paix depuis 1964, responsable de la principale force syndicale de la police nationale, Bernard Deleplace en a assez de cette mauvaise réputation. Pour faire connaître les policiers, leurs contradictions et leurs doutes, leurs difficultés et leurs idéaux, il a décidé de raconter sa vie, sa police, celle de la base, celle des gardiens de la paix.

Sa «vie de flic», c'est d'abord une vie d'enfant pauvre dans le Nord des mines, une vie de travail dès le plus jeune âge, une vie d'ouvrier qui aboutit par hasard, sous l'uniforme, dans un commissariat. C'est ensuite celle d'un O.S. de la sécurité, confronté à la détresse et à la violence, à la misère et à la haine, serviteur de la justice affrontant l'injustice quotidienne, passant du car de police-secours au maintien de l'ordre sous le casque. C'est enfin une vie de syndicaliste, et il nous fait découvrir une tradition républicaine et démocratique méconnue, à laquelle sont attachés la majorité des policiers.

Cette histoire d'une vie, fourmillant d'anecdotes, d'indiscrétions et de révélations, nous fait découvrir l'ordinaire des commissariats de police aussi bien que les secrets du ministère de l'Intérieur. C'est celle d'un homme qui défend sa seule richesse : son travail, ce métier de flic dont il est fier et qu'il se refuse à voir déshonorer. Car ce plaidoyer veut aussi prouver que police et droits de l'homme sont compatibles.

Bernard Deleplace, quarante-quatre ans, gardien de la paix, est secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police.

GALLIMARD

Conception graphique : Jérôme Oudin. Photo François Boissonnet.



9 782070 708826



87-II A 70882 ISBN 2-07-070882-9

78 FF tc